MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 19 11 2026

Restrictions américaines sur les puces d'intelligence artificielle au Brésil

Le 19 novembre 2026, les États-Unis ont soumis à autorisation préalable l'exportation de certaines puces avancées vers le Brésil, parmi une liste d'autres pays, afin d'empêcher leur détournement indirect vers la Chine. Cette mesure pourrait compliquer le développement de l'IA dans le pays alors que Brasilia prévoit 23 Md BRL d'investissements dans l'IA d'ici 2028 et renforce sa coopération avec des groupes chinois comme Huawei et iFlytek.

Banco do Brasil : des résultats dégradés dans un contexte de resserrement des conditions de crédit

Banco do Brasil, deuxième banque brésilienne, a enregistré une chute de 66,5 % de son bénéfice net au troisième trimestre 2026, pénalisé par la hausse des défauts de paiement dans le secteur agricole. Ces résultats ont conduit l'établissement à revoir ses perspectives annuelles, dans un contexte de durcissement des conditions de crédit.

Les incertitudes budgétaires et politiques entretiennent la volatilité des marchés financiers

Les incertitudes budgétaires et politiques alimentent la volatilité des marchés brésiliens : le 17 novembre, le dollar a atteint 5,81 BRL, son plus haut niveau depuis avril 2025, tandis que l'Ibovespa a reculé de 2,7 % depuis le début de la semaine. Face à ces tensions, la Banque centrale du Brésil est intervenue sur le marché des changes à hauteur de 1 Md USD. Les doutes portent notamment sur la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les ajustements budgétaires prévus.

LE CHIFFRE A RETENIR :

3,5 T BRL

L'estimation pour 2025 du « Custo Brasil », qui désigne les dépenses supplémentaires pour produire et investir dans le pays.

Source : Movimento Brasil Competitivo et Deloitte

Évolution des marches

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-3,1%	-1,6%	165 940
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+5,4%	+27,0%	154
Taux de change USD/BRL	+4,6%	+13,9%	5,90
Taux de change €/BRL	+4,0%	+8,9%	6,48

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Restrictions américaines sur les puces d'intelligence artificielle au Brésil

Depuis le 19 novembre 2026, les États-Unis soumettent à autorisation préalable l'exportation, la réexportation et le transfert de certaines puces avancées vers le Brésil. La mesure, adoptée par le Bureau of Industry and Security (BIS), concerne également l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. Washington estime que ces pays présentent un risque de détournement vers la Chine de composants dont l'exportation vers les entreprises chinoises est déjà soumise à des restrictions américaines. Celles-ci visent à limiter l'accès de Pékin aux semi-conducteurs les plus performants et aux capacités de calcul nécessaires au développement de l'intelligence artificielle. La nouvelle réglementation entend ainsi empêcher leur acquisition indirecte, par réexportation depuis un pays tiers ou par accès à distance à la puissance de calcul de centres de données situés à l'étranger.

Les puces concernées sont principalement des processeurs spécialisés dans les calculs nécessaires à l'IA, notamment les GPU (Graphics Processing Units) et autres accélérateurs de calcul. Leur accès conditionne en partie la capacité des entreprises à entraîner et exploiter les modèles d'IA les plus avancés. La conception de ces composants est largement dominée par des entreprises américaines, en particulier Nvidia et AMD, tandis que leur fabrication est concentrée en Asie, notamment chez le taïwanais TSMC (60 % du marché mondial de fabrication de semi-conducteurs en 2024) et le sud-coréen Samsung. Les restrictions américaines peuvent donc concerner des composants conçus aux États-Unis, mais fabriqués à Taïwan avant d'être intégrés à des serveurs installés au Brésil. Le texte prévoit une exemption à l'obligation de licence pour les transferts destinés à un utilisateur final ou à un destinataire ultime établi aux États-Unis, ou dont la société mère ultime y est établie, sous réserve d'obligations de déclaration.

Cette mesure pourrait compliquer les ambitions du Brésil de devenir une plateforme régionale pour les centres de données et l'IA. Le pays concentre déjà près de la moitié du marché latino-américain, avec environ 200 installations, et les investissements dans le secteur pourraient atteindre 60 à 100 Md BRL au cours des quatre prochaines années, selon des estimations de Moody's. Le développement de ces infrastructures vise notamment à réduire la dépendance extérieure : selon le ministère brésilien des finances, environ 60 % des charges numériques nationales sont actuellement prises en charge depuis l'étranger. Les nouvelles restrictions pourraient allonger les délais d'approvisionnement et accroître les coûts de conformité, les fournisseurs devant renforcer les vérifications relatives à leurs clients et aux utilisateurs finaux. Le texte accorde par ailleurs 90 jours aux centres de données qui fournissent déjà de la puissance de calcul à des entreprises chinoises pour demander une licence et

pouvoir poursuivre ces activités. L'incertitude sur l'accès aux puces les plus performantes pourrait ainsi conduire certains opérateurs à différer leurs investissements ou à diversifier leurs fournisseurs.

Ces restrictions interviennent alors que le Brésil entend accélérer le développement de ses capacités nationales d'IA. Le gouvernement a annoncé en août 2026 un ensemble de mesures représentant environ 2,3 Md BRL, qui s'inscrit dans le Plan brésilien pour l'IA (PBIA), doté de 23 Md BRL d'investissements prévus sur la période 2024-2028. Parmi les projets figure une infrastructure de supercalculateur de 1, 276 Md BRL sur cinq ans, développée avec les entreprises chinoises Huawei et iFlytek, qui prévoit notamment le développement de modèles d'IA en portugais et la formation de 3 000 professionnels. La Chine pourrait ainsi consolider sa présence dans le secteur numérique brésilien en proposant des équipements et des projets intégrés associant infrastructures, logiciels et transfert de compétences. Brasilia cherche toutefois à diversifier ses partenariats : le programme prévoit également l'acquisition, par appel d'offres, d'un supercalculateur d'environ 1 Md BRL, pour lequel les technologies américaines, notamment celles de Nvidia, sont envisagées, ainsi que le développement de compétences nationales autour de l'architecture ouverte RISC-V. Pour le Brésil, l'enjeu est donc de préserver l'accès aux technologies américaines tout en poursuivant les coopérations avec la Chine, afin de limiter les risques de dépendance à l'égard d'un seul fournisseur ou partenaire technologique.

Banco do Brasil : des résultats dégradés dans un contexte de resserrement des conditions de crédit

Banco do Brasil, deuxième établissement bancaire brésilien et première banque publique du pays, a enregistré une forte dégradation de ses résultats au troisième trimestre 2026. La banque a en effet a enregistré une chute de 66,5 % de son bénéfice net ajusté à 1,27 Md BRL (200 M EUR), contre 3,79 Md BRL (580 M EUR) un an auparavant. Ces résultats s'expliquent principalement par la détérioration de la qualité de son portefeuille de crédits, qui a entraîné une hausse de 18,4 % du coût du risque sur un an, à 21,2 Md BRL (3,26 Md EUR). Cette hausse reflète l'augmentation des provisions constituées par la banque pour couvrir les pertes potentielles liées aux défauts de remboursement de ses emprunteurs. De plus, la rentabilité des fonds propres de l'établissement a également reculé, passant de 8,4 %, un an plus tôt à 2,8%.

Cette dégradation résulte principalement de la progression des créances douteuses (NPL), particulièrement marquée dans le secteur agricole. La part des crédits accusant plus de 90 jours de retard atteint 6,08 % en septembre 2026, contre 4,51 % un an auparavant. Dans l'agriculture, il s'établit à 6,92 %, contre 4,84 % en septembre 2025. Les difficultés se concentrent chez les moyens et grands producteurs de soja,

de maïs et de bétail, principalement dans le Centre-Ouest. Ces difficultés résultent de la combinaison de taux d'intérêt élevés, de la baisse des prix de certaines matières premières agricoles, du renchérissement des intrants et de pertes de récoltes liées aux aléas climatiques. La direction de la banque a également souligné le comportement de certains producteurs qui différeraient volontairement leurs remboursements dans l'attente de dispositifs publics de renégociation plus favorables.

Ces difficultés s'inscrivent dans un contexte plus général de durcissement des conditions de crédit au Brésil, sous l'effet d'une politique monétaire toujours restrictive (Selic à 13,75 % depuis septembre). Selon la Banque centrale, le taux de défaut sur les crédits à ressources libres atteignait 6,6 % en septembre, en hausse de 1 point sur un an.

Banco do Brasil occupe une position stratégique puisqu'il s'agit d'un acteur historique du financement de l'agriculture brésilienne. La banque constitue le principal établissement de crédit rural du pays et concentre 47,7 % des financements destinés au secteur agricole, avec un encours de 403,6 Md BRL (62 Md EUR) à fin septembre. Cette exposition structurelle accentue sa vulnérabilité aux difficultés financières des producteurs, tout en faisant de la banque un acteur central de la mise en œuvre du Plano Safra et des politiques publiques de soutien à l'agriculture.

Face à la persistance des impayés, Banco do Brasil a fortement revu à la baisse ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2026. Sa prévision de bénéfice net ajusté a été divisée par deux, passant d'une fourchette de 18 à 22 Md BRL (2,8 à 3,4 Md EUR) à 9 à 11 Md BRL (1,4 Md EUR à 1,7 Md EUR). En parallèle, le coût annuel du crédit est désormais attendu entre 80 et 83 Md BRL (12,3 à 12,8 Md EUR), contre 65 à 70 Md BRL (10 à 10,8 Md EUR) précédemment. La banque anticipe également une stagnation, voire une contraction de son portefeuille de crédits en 2026 (entre –2 % et 0 %), et a réduit la part de ses bénéfices distribuée aux actionnaires afin de préserver ses fonds propres, de 30 à 25%.

Ces résultats contrastent avec ceux de plusieurs grandes banques privées, notamment Itaú et Bradesco, dont les bénéfices ont respectivement progressé de 6,7 % et 14,6 % sur un an au T3. La dégradation du crédit affecte toutefois également d'autres établissements, comme Santander Brasil, dont le résultat a reculé de 28 %.

Le marché a sanctionné les résultats de Banco do Brasil, dont l'action a chuté de 8,35 % le 12 novembre, au lendemain de leur publication. Au 18 novembre, le titre accusait une baisse de 35,6 % depuis le début de l'année, reflétant la détérioration de ses perspectives financières et un environnement boursier et politique encore instable.

Étude Économique & financière

Les incertitudes budgétaires et politiques entretiennent la volatilité des marchés financiers

Les incertitudes entourant l'orientation de la politique budgétaire du quatrième mandat de Lula ont alimenté la volatilité des marchés. Le 17 novembre, le dollar a atteint 5,81 BRL en séance, son niveau le plus élevé depuis avril 2025, avant de clôturer à 5,78 BRL. Cette dépréciation du real, également favorisée par le renforcement du dollar sur les marchés internationaux, est intervenue dans un contexte de défiance croissante envers la trajectoire des finances publiques et d'attente de l'annonce de la future équipe économique. Ces tensions se reflètent également dans l'évolution de l'Ibovespa, qui a reculé d'environ 2,7 % depuis le début de la semaine, après une perte de 1,83 % lors de la seule séance du 16 novembre.

Face à ces tensions, la Banque centrale du Brésil (BCB) est intervenue le 18 novembre sur le marché des changes, en procédant à deux adjudications de dollars pour un montant total de 1 Md USD. Ces opérations consistent à vendre temporairement des dollars avec engagement de rachat, prévu en avril et juillet 2027. Cet instrument permet d'injecter temporairement des dollars dans le système bancaire afin d'atténuer les pressions sur le taux de change, sans réduire durablement les réserves internationales de la BCB. Le Brésil dispose par ailleurs d'importantes réserves de change, qui s'établissaient à 364 Md USD au 17 novembre 2026, soit l'équivalent de onze mois d'importations, un niveau très supérieur au seuil indicatif de trois mois, couramment retenu par le FMI. Détenues et gérées par la Banque centrale, ces réserves constituent un filet de sécurité face aux chocs extérieurs et confèrent aux autorités monétaires une capacité d'intervention pour limiter les mouvements excessifs du real.

Ce mécanisme intervient alors que certains investisseurs ont affiché leurs doutes quant à l'impact réel des mesures d'ajustement budgétaire présentées par le gouvernement. Le projet actuellement examiné au Congrès, dont l'impact positif sur les comptes publics est estimé entre 45,1 et 56,1 Md BRL (7,1 à 8,8 Md EUR) en 2027, fait l'objet de débats politiques, y compris au sein de l'aile gauche de la coalition présidentielle.

Les incertitudes concernent également la future direction du ministère des Finances. Alors que le gouverneur du Piaui, Rafael Fonteles, semblait être le favori, d'autres noms ont depuis gagné en importance, à l'instar du vice-président Geraldo Alckmin, de Dario Duringan, qui pourrait être reconduit

ou encore d'Aloizio Mercadante, président de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES, bien que ce dernier ait publiquement écarté cette possibilité). Cette succession constitue un enjeu pour l'orientation de la politique budgétaire et les modalités de la consolidation des finances publiques prévue pour 2027. Dans ce contexte, l'actuel ministre Dario Durigan a annoncé le 18 novembre que de nouvelles mesures budgétaires seraient prochainement présentées, qualifiant le projet actuellement examiné au Sénat de première étape.

Cette dégradation des anticipations se reflète également dans les recommandations de certaines banques et les perspectives de marché pour 2027. La banque Morgan Stanley a par exemple abaissé, le 16 novembre, sa recommandation sur les actions brésiliennes de « neutre » à « sous-pondérer », anticipant un Ibovespa à 160 000 points fin 2027, soit un recul d'environ 7 % par rapport au niveau de référence retenu dans son rapport. La banque souligne l'absence d'une trajectoire budgétaire permettant de stabiliser la dette publique, la persistance de taux d'intérêt élevés et les sorties de capitaux. De même, Goldman Sachs a également dégradé sa recommandation de « surpondérer » à « neutre », estimant qu'une reprise rapide de la Bourse après les élections est peu probable. La banque anticipe un ralentissement marqué de la croissance, de 1,6 % en 2026 à 0,6 % en 2027, ainsi qu'une marge de manœuvre limitée pour poursuivre l'assouplissement monétaire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.
Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr